

Témoignage

Alfred Schwartz

Directeur de recherche honoraire de l'IRD
(Institut de recherche pour le développement,
ex-ORSTOM)
Promotion 1960

Fils d'ouvrier mineur des Houillères du Bassin de Lorraine, je n'étais en rien destiné à faire des études de sciences politiques, ni même d'ailleurs des études supérieures « tout court ». Accéder au baccalauréat relevait déjà pour moi du miracle. En 1957, lorsque je décrochai ce diplôme à l'issue d'une terminale « philo » au lycée Erckmann-Chatrian de Phalsbourg, la proportion de bacheliers dans une génération n'était encore en France que de 8%, toutes catégories sociales confondues. En fait, je rêvais de devenir instituteur. J'avais gardé une forte admiration, doublée d'une grande reconnaissance, pour cet instituteur de l'école primaire de mon village qui, en 1945, avait pris le relais de l'institutrice allemande avec laquelle j'avais débuté ma scolarité en 1943, dans une Alsace-Moselle alors annexée au Reich. En quatre années, il avait réussi non seulement à m'initier à la langue française mais également à me préparer avec succès au concours d'entrée en classe de sixième au lycée de Sarreguemines. Je savais aussi que rien ne pourrait faire davantage plaisir à mes parents que d'avoir un fils instituteur. Devenu bachelier, je fis les démarches pour une inscription à l'École normale d'instituteurs de Metz, où devait m'être prodiguée à partir de la rentrée 1957-1958 la formation nécessaire.

Le destin en décida finalement autrement. Durant les jours qui suivirent la confirmation de mon admission à l'ENI, je ne cessai de me dire que j'avais peut-être tort de ne pas tenter des études universitaires. Mais quelle orientation donner à ces études ? J'avais un mois pour me décider, sachant que je devais passer le mois d'août en Italie, en Ombrie très précisément, où je voulais réaliser une étude sur la vie rurale en tant que boursier Zellidja, et qu'il était sans doute plus prudent de m'inscrire avant à l'université. Enseigner pour enseigner : après tout, pourquoi ne pas le faire dans le secondaire et tenter une licence d'anglais, langue avec laquelle j'avais déjà eu l'occasion de me familiariser un peu l'été précédent à Londres grâce à une bourse du Rotary Club ? Fin juillet 1957, je décidai donc d'aller m'inscrire en Propé-Lettres à l'université de Strasbourg. Et pour me rendre dans cette ville universitaire, distante de 90 kilomètres de mon village du pays de Bitche, je décidai, comme je le faisais souvent, de faire de l'auto-stop !

La première question que le chauffeur posait à son auto-stoppeur portait bien évidemment sur sa destination. Et la réponse ne pouvait pas ne pas inclure une allusion à ce qui motivait le déplacement. Lorsque je me mis à expliquer au conducteur qui me prit à bord à la sortie de Haguenau que, nouveau bachelier, j'allais m'inscrire à la Faculté des Lettres mais que je le faisais un peu parce que je ne savais pas très bien quoi faire d'autre, il me dit : « Mais alors, pourquoi ne pas faire Sciences Po ? » Et de m'expliquer en long et en large, avec une véritable passion, en quoi consistait la formation dispensée, sa très grande pluridisciplinarité, son ouverture sur le monde (deux langues étrangères obligatoires, une troisième facultative, ce qui n'était pas pour me déplaire), la diversité de ses débouchés (il est vrai que nous étions en plein dans les Trente Glorieuses !)... et le tout en un cursus de trois ans seulement. Il parlait en connaissance de cause puisqu'il était lui-même, me révélait-il, un ancien de Sciences Po... de Strasbourg ! Je ne me souviens plus s'il m'a dit ce qu'il exerçait comme activité professionnelle, mais il avait l'air particulièrement bien dans sa peau. Lorsqu'il me largua tout près de l'université, ma décision était prise : j'allais non seulement m'inscrire en Propé-Lettres mais également à l'Institut d'Études Politiques.

À l'automne de l'année 1957, je fis donc mes débuts à la fois à la Faculté des Lettres et à l'IEP de Strasbourg. Je découvris la vie étudiante, non sans enthousiasme. J'étais logé au foyer de la Gallia, à deux pas de mes salles de cours. Je prenais mes repas indifféremment à la Gallia ou au FEC, le Foyer de l'étudiant catholique, qui passait à l'époque pour le meilleur restaurant universitaire de la place et qui était situé tout près de la cathédrale. Je disposais d'un vélo pour circuler en ville et m'évader à l'occasion dans la campagne alsacienne environnante. J'étais d'autant plus comblé que, pour la première fois de mon cursus scolaire, je bénéficiais d'une bourse, qui couvrait largement tous mes besoins. Je découvris très vite que j'étais le seul fils d'ouvrier dans ma promo de Sciences Po, mais cela ne me posa aucun problème d'intégration. La camaraderie était de règle entre élèves. Une réserve tout de même : les Alsaciens, qui formaient un bon tiers des 25 élèves de la promotion, avaient un peu tendance à faire bande à part, avec l'alsacien comme langue de rigueur, ce qui excluait même de leurs échanges les locuteurs de cette autre langue germanique qu'est le francique, le « Platt » de la Moselle, qui était ma langue maternelle à moi.

En Propé-Lettres, le français, le latin et l'anglais ne présentaient rien de bien nouveau pour moi. En première année de Sciences Po, les enseignements étaient par contre beaucoup plus nombreux pour moi, qu'ils fussent spécifiques à la « section économique et financière » dans laquelle je m'étais inscrit, ou communs à celle-ci et à la « section service public » (la « section relations internationales » n'existait alors pas encore). Je découvris le droit – droit civil, droit constitutionnel –, l'économie et la statistique, l'histoire et la géographie appréhendées sous l'angle de la géopolitique, la démographie, et je retrouvai bien sûr mes chères langues

étrangères, avec comme langues principales l'anglais et l'allemand et comme langue optionnelle l'italien (à laquelle je venais de m'initier pendant mon séjour en Ombrie). À cela s'ajoutaient deux heures d'éducation physique par semaine, dont une heure de natation (nous étions deux de la promotion à ne pas savoir nager en début d'année et à avoir pu nous initier à cet art grâce à ce cours obligatoire et à l'obligeance d'un maître-nageur particulièrement attentionné). Les deux premiers trimestres se déroulèrent dans une ambiance de relative sérénité, tant au sein de l'IEP que de l'ensemble de l'université de Strasbourg. L'assiduité aux cours et la préparation des examens de fin d'année étaient notre priorité à tous. Il allait en être tout à fait différemment à partir de mai 1958...

Lorsque notre promotion fit sa rentrée à l'IEP à l'automne 1957, nous ne pouvions ignorer que la France vivait, depuis 3 ans déjà, une page tragique de son histoire. L'enjeu en était le devenir du statut de l'Algérie, territoire français depuis 1848, dont l'indépendance était revendiquée par des mouvements nationalistes algériens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avant de l'être par un mouvement plus radical, le Front de libération nationale (le FLN), qui n'avait pas hésité à passer à la lutte armée le 1er novembre 1954. Alors que venait tout juste d'être mis fin à la guerre d'Indochine, une nouvelle guerre « coloniale » se profilait à l'horizon, même si dans un premier temps on parla d'« opérations de maintien de l'ordre » pour qualifier les interventions des forces de sécurité françaises lors des attentats, de plus en plus nombreux et de plus en plus sanglants, qui visaient la communauté des « pieds-noirs ». René Coty, qui était à la tête de la France depuis janvier 1954, mais dont les attributions que lui donnait la Constitution de 1946 étaient étroites, semblait avoir personnellement beaucoup de mal à trouver ses marques entre partisans de l'Algérie française et partisans d'une Algérie indépendante. Il ne se prononça en fait jamais ouvertement dans un sens ou dans l'autre, laissant plutôt la responsabilité de toute initiative de ce type au Président du Conseil des ministres, qui, sous la IV^{ème} République, était le véritable détenteur du pouvoir exécutif, sous le contrôle bien sûr de l'Assemblée nationale. Pierre Mendès-France, l'artisan des Accords d'Evian qui mirent fin à la guerre d'Indochine et Président du Conseil en novembre 1954 lorsqu'éclata la guerre d'Algérie, était bien partisan de réformes concernant le statut de ce territoire ; les propositions qu'il fit entraînèrent cependant la chute de son gouvernement dès février 1955.

Dans les trois ans qui suivirent, pas moins de quatre autres Présidents du Conseil lui succédèrent – Edgard Faure, Guy Mollet (dont on attendait beaucoup), Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard (c'est sous son mandat que sortit, en février 1958, l'ouvrage du journaliste Henri Alleg, *La Question*, qui montrait la guerre d'Algérie sous l'un des ses visages particulièrement odieux, la pratique de la torture) – et, lorsqu'en avril 1958 Pierre Pflimlin, prêt à négocier avec le FLN, fut pressenti pour prendre à son tour la relève, la tension politique monta d'un cran. Pour les activistes d'Alger, c'était la porte ouverte à l'indépendance. Le 13 mai, un Comité

de salut public, composé de civils et de militaires et dirigé par le Général Massu, fut créé à Alger, avec comme objectif affiché le maintien de l'Algérie française. Le 14 mai, Pierre Pflimlin n'en fut pas moins investi Président du Conseil par l'Assemblée nationale. Un jour seulement avant que, le 15 mai, le Général Salan lance, au nom du Comité de salut public, un appel au retour au pouvoir du Général de Gaulle...

Cet appel d'Alger au retour du Général de Gaulle suscita un véritable électrochoc en France. Et, pour nous, étudiants en sciences politiques, il était impossible de ne pas prendre position dans ce débat et, avant de le faire, de se poser un certain nombre de questions. Le retour du Général de Gaulle était-il souhaitable ? Qu'apporterait-il comme solution au conflit algérien ? Ne risquait-il pas de favoriser l'avènement en France d'un pouvoir autocratique, téléguidé de surcroît par les militaires du Comité de salut public d'Alger, et donc favorable au maintien d'une Algérie française ? Pour la première fois, nos discussions entre étudiants ne pouvaient faire abstraction de nos positions personnelles sur cette question centrale du devenir de l'Algérie : rester française ou accéder à l'indépendance... Le 19 mai, quatre jours après l'appel d'Alger, le Général de Gaulle, dans une conférence de presse restée mémorable, se dit prêt à revenir. Il assura aux Français que ce n'était pas à 67 ans qu'il allait instaurer un régime « dictatorial », mais ne se prononça absolument pas sur ce que, d'après lui, devait être le devenir de l'Algérie. Des manifestations s'organisèrent un peu partout en France pour s'opposer à ce retour, qui ne pouvait être que synonyme de défense d'une Algérie française. À Strasbourg, de nombreuses personnes participèrent à cette manifestation, dont un certain nombre d'élèves de Sciences Po – dont j'étais –, qui affichaient ainsi ouvertement leur position en faveur d'une Algérie indépendante... Le 29 mai, le Président Coty n'en fit pas moins appel au Général de Gaulle, qui répondit positivement, pour former un nouveau gouvernement, et devenir, après avoir reçu l'investiture de l'Assemblée nationale le 1er juin, Président du Conseil des ministres en lieu et place de Pierre Pflimlin, en poste depuis tout juste... deux semaines ! Trois jours plus tard, le 4 juin, l'ancien chef de la France libre lancerait, depuis le balcon du Gouvernement Général à Alger, à la foule venue l'accueillir le fameux « Je vous ai compris ! », qui fut interprété comme voulant dire : « L'Algérie restera française ! ». Mais pour nous les étudiants, il devenait urgent de nous concentrer sur la préparation des examens. Fin juin 1958, je réussis à la fois mon passage en deuxième année de Sciences Po et mon passage en licence de Lettres.

Après un été consacré à essayer d'approfondir ma connaissance de la langue anglaise, à travers un périple en auto-stop en Angleterre et en Écosse – la préparation d'une licence d'Anglais était toujours dans mes projets –, je retrouvai mes camarades de Sciences Po à l'automne 1958 pour entamer la seconde année de scolarité. Je m'inscrivis parallèlement au Certificat d'études pratiques de la licence d'Anglais et à un Certificat de Démographie, tout simplement parce que cette matière, découverte à travers l'enseignement de Sciences Po, m'était apparue comme particulièrement intéressante.

Les sujets de discussion ne manquaient pas en cette période de rentrée. Depuis le 4 octobre, à l'initiative du Général de Gaulle et après l'adoption par voie référendaire d'une nouvelle constitution, la France était passée de la IVème à la Vème République – René Coty était toujours Président de la République, en attendant des élections programmées pour décembre, et le Général de Gaulle toujours Président du Conseil des ministres. La question algérienne demeurait plus que jamais d'actualité...

Mais, comme tous les ans en début d'année universitaire, l'élection du « Président de l'association des étudiants en sciences politiques » était aussi à l'ordre du jour, en d'autres termes, le choix de la personne chargée de représenter l'ensemble des élèves de l'IEP auprès des autres formations universitaires, voire à l'extérieur si la demande en était exprimée, d'assurer également une fonction d'animation susceptible de promouvoir un esprit de cohésion entre élèves des trois promotions en cours de formation, de faciliter enfin la communication avec la direction de l'Institut si besoin était. C'est parmi les élèves de la seconde année que ce responsable était statutairement choisi, sur la base d'une véritable élection au suffrage universel. Un seul candidat à cette fonction, en tête d'une petite liste d'adjoints pour le seconder dans ses futures tâches, s'était fait très rapidement connaître. Il se situait politiquement plutôt « à droite » et ne cachait pas son attachement au maintien d'une Algérie française. Cette prise de position était loin de faire l'unanimité parmi les élèves, mais se prononcer pour l'indépendance de l'Algérie non seulement situait par définition ceux qui le faisaient « à gauche », mais les classait aussi automatiquement dans le camp des tenants d'une idéologie qui faisait encore très peur à l'époque, le marxisme. Et se présenter à une élection sous une telle étiquette garantissait d'avance l'échec.

Il fallait donc à tout prix contourner cet obstacle pour ne pas laisser libre cours au candidat de droite. C'est un élève de première année, par ailleurs déjà en deuxième année de Droit, particulièrement dynamique et excellent débattre, qui eut l'idée d'une solution qui ne pourrait pas entraîner d'entrée de jeu le rejet de la candidature d'un élève « de gauche » tout simplement parce qu'il était censé être également marxiste. Il partait du constat qu'un certain nombre d'élèves qui avaient pris position pour l'indépendance de l'Algérie, et donc classés « à gauche », fréquentaient par ailleurs également l'aumônerie des étudiants catholiques commune à Sciences Po et au droit. Ce qui revenait à dire que l'on pouvait très bien être de gauche et catholique – en d'autres termes, être « chrétien de gauche » – sans pour autant être marxiste. Il fallait donc absolument trouver un candidat dans cette catégorie d'élèves qui se qualifiaient eux-mêmes de « chrétiens de gauche »... et dont je faisais moi-même partie. Jamais je n'aurais osé me présenter spontanément à une telle candidature. Je dois le reconnaître : je fus élu de justesse.

Cette année universitaire 1958-1959 fut lourde pour moi, mais oh combien passionnante !

Il était d'usage à l'époque que chaque association d'étudiants organisât à la rentrée une « surprise-partie », une soirée dansante payante ouverte à tout le monde, dans le but de mieux se connaître entre étudiants, mais accessoirement aussi d'alimenter la trésorerie de l'association. La chance voulut que la nôtre fût la première de la série, avec en supplément de programme un concours de « hoola hoop », une danse un peu spéciale qui venait alors tout juste de faire son apparition. La salle de restaurant de la Gallia qui nous accueillait fut pleine à craquer, la soirée connut un succès mémorable... et notre trésorier n'eut pas à se plaindre du résultat. Pour mémoire, l'association des étudiants en Droit organisa peu de temps après une belle soirée également, à la salle des fêtes de la ville de Strasbourg tout bonnement, avec comme invité un jeune chanteur belge qui n'était déjà plus un inconnu, Jacques Brel, que j'eus le bonheur de découvrir ce soir-là !...

Cette rentrée universitaire fut ensuite pour moi, en tant que responsable de l'association des élèves et à la demande expresse du directeur de l'IEP, l'occasion d'accueillir le tout premier étudiant libérien non seulement de l'IEP mais aussi de l'université de Strasbourg, Michel Simtekpéati. Il m'était demandé de faciliter son intégration dans la communauté estudiantine strasbourgeoise – une intégration à laquelle la très généreuse bourse en dollars que lui versait le Liberia devait incontestablement contribuer. Michel était en réalité né... au Togo. Au lendemain de sa scolarité primaire, achevée autour de 1950, il avait été saisi d'une véritable obsession : partir pour la France. Il était à ce point prêt à tout pour réaliser son projet qu'il finit par s'embarquer clandestinement à bord d'un cargo en partance du wharf de Lomé pour la métropole. Il ne tarda pas à être découvert dans la cale où il avait trouvé refuge et fut débarqué sans ménagement sur un quai du port de Monrovia, où le bateau devait faire escale. Dans la capitale du Liberia, il vécut d'expédients, mais apprit par la force des choses, en plus du français qu'il parlait déjà, le « pidgin-english », ce qui lui permit très vite, sans le moindre problème, dans un pays où peu de gens pouvaient fournir la preuve de leur véritable identité, de se faire passer pour un authentique citoyen libérien. Le bilingue qu'il était devenu eut la chance d'être recruté comme interprète par l'ambassade de France à Monrovia, puis, quelques années plus tard, d'obtenir de l'État libérien une bourse pour aller faire des études supérieures en Europe. Il rejoignit ainsi en 1957 un établissement universitaire à Londres, qu'il quitta dès 1958 pour l'IEP de Strasbourg, où il avait réussi à faire transférer son dossier et où lui avait été reconnue une équivalence pour s'inscrire en première année... Le voyage pour la France avait été plus long que prévu, mais il y arrivait par une porte inespérée ! Michel et moi, nous devînmes petit à petit amis, et il m'accompagnait volontiers le week-end dans mon village de Lorraine, où je lui fis connaître ma famille.

Sans rapport aucun avec le programme d'enseignement de la première année de Sciences Po, il s'était mis en tête, je ne sais plus très bien à quelle fin, de rédiger un mémoire sur l'œuvre de modernisation entreprise dans son pays par le Président

William Tubman depuis l'accession de celui-ci à la magistrature suprême... en 1943. Je fus le premier lecteur de ce travail, dont Michel m'avait demandé de revoir la mise en forme. Et, à travers ce travail, je découvris un petit État de l'Afrique occidentale dont j'ignorais jusqu'à la localisation géographique, le Liberia...

Mais, durant ce qui était alors pour moi ma deuxième année de formation à l'IEP, j'eus une autre opportunité pour découvrir l'Afrique, et qui décida incontestablement par la suite de mon orientation professionnelle. En première année, nous avons eu un cours de géographie dispensé par un professeur que j'avais trouvé particulièrement brillant, un peu distant de ses élèves, très exigeant, et qui avait la réputation de n'être pas commode du tout lors des examens de fin d'année, le professeur Jean Tricart. En première année, son enseignement avait été de type « magistral », donc obligatoire pour tous. En seconde année, il intervenait dans le cadre de l'une des « conférences de méthode » qui étaient proposées au choix et, donc, dans le cadre d'un enseignement qui n'était pas obligatoire. Nous ne fûmes que quatre élèves à choisir la conférence de méthode de Jean Tricart. Les rapports entre professeur et élèves furent d'entrée de jeu personnalisés. Et la formation prodiguée, qui se voulait une initiation à la géographie appliquée, portait sur une opération de développement à laquelle Jean Tricart avait participé au Mali et qui portait sur l'aménagement du lac Faguibine (un lac situé dans le delta central du fleuve Niger) et à la préparation « bibliographique » d'une mission qu'il devait effectuer l'été suivant, pour le compte du BCEEOM (Bureau central pour les études des équipements d'outre-mer), à la tête d'une équipe de géographes du LIGUS (Laboratoire de l'institut de géographie de l'université de Strasbourg), en Côte d'Ivoire. L'objectif de cette mission était d'établir un bilan des problèmes de transport à l'échelle de l'ensemble du territoire, en vue de fournir les informations de base nécessaires à l'établissement d'un schéma d'aménagement du réseau routier. Cette initiation à la « géographie du développement » fut absolument passionnante. Je commençais moi-même à rêver d'une carrière en Afrique, tout en sachant que Sciences Po n'était pas la formation la plus appropriée...

Mes fonctions de responsable de l'association des élèves de Sciences Po étaient finalement moins contraignantes que je ne le craignais lors de mon élection. Mis à part l'« encadrement » que j'avais accepté d'assurer de Michel Simtekpéati, peu de sollicitations extérieures entravèrent mon emploi du temps, à l'exception de quelques invitations à des réunions de travail organisées par la section locale de l'UNEF ou à des débats divers, le plus souvent en rapport avec la guerre d'Algérie, qui demeurait un sujet de vive préoccupation. Le Général de Gaulle prit officiellement ses fonctions de Président de la toute nouvelle Vème République le 8 janvier 1959.

Certes, un programme économique de grande ampleur avait déjà été annoncé en octobre 1958 par le Général lui-même, alors qu'il n'était encore que Président

du Conseil, le plan dit « de Constantine », lors d'un déplacement dans cette ville : un programme de développement économique basé sur le développement des ressources locales et qui prévoyait, entre autres, la redistribution de 250 000 ha de terres agricoles, la construction de 200 000 logements, la création de 400 000 emplois industriels, la scolarisation de tous les enfants en âge d'être scolarisés, dont les principaux bénéficiaires devaient donc être les classes populaires... Et, pour la mise en œuvre de ce plan, dès le mois de décembre 1958, un nouveau Délégué général au gouvernement en Algérie avait été nommé : Paul Delouvrier, un brillant inspecteur des Finances, assisté de Salah Bouakour, un polytechnicien d'origine kabyle. La « pacification » du territoire était censée en devenir le corollaire. Tout fut fait par ailleurs pour assurer à cette politique nouvelle et ambitieuse de développement un maximum de publicité en France métropolitaine. Et, dans le prolongement de celle-ci, quelle ne fut pas ma surprise de recevoir, en tant que responsable de l'association des étudiants de l'IEP de Strasbourg, une invitation de la part de la Délégation générale en Algérie, adressée concomitamment à l'ensemble des responsables des associations d'étudiants de Sciences Po de France, pour une visite « découverte » d'une semaine de l'Algérie !

Effectuer un tel voyage en Algérie en ce début de l'année 1959, alors que le territoire vivait sa cinquième année de conflit armé, avait quelque chose d'insolite et sortait résolument de l'ordinaire. La visite « découverte » était programmée pour la dernière semaine du mois de mars, qui était en même temps la semaine de Pâques, donc une semaine de vacances scolaires. Voyage, déplacements sur place, logement, nourriture, tout était pris en charge par la Délégation générale. Train Strasbourg-Marseille, traversée de la Méditerranée jusqu'à Alger, accueil au port par des membres de la Délégation, hébergement à l'hôtel, avec une escorte militaire pour tout déplacement. Au programme pour les jours à venir, un séjour relativement court à Alger, avec la visite de deux endroits emblématiques : le « Forum » de la place Georges Clémenceau (une place de 37 ha !), dominé par le monumental immeuble de la Délégation générale, lieu de réunion et de manifestation de la population algéroise et tout particulièrement de la population « pied-noir » lorsqu'un message important est censé lui être transmis, du haut du célèbre balcon du bâtiment central, par le Gouverneur ou le Délégué général ou un illustre serviteur de la République française de passage ; la « Casbah », la vieille ville d'Alger, dont l'histoire commença au IV^e siècle avant J.-C. lorsque les Phéniciens y installèrent un comptoir, qui fut, à partir du XVI^e siècle et jusqu'à la conquête française de 1830, la capitale de la Régence d'Alger, une dépendance de l'Empire ottoman, avec ses ruelles en pente raide et souvent en escaliers, ses maisons basses enchevêtrées, ses passages voûtés, sa Grande mosquée du XI^e siècle, sa multitude de petites mosquées, sa forteresse ottomane, ses souks, ses cafés maures, ses hammams... et qui fut en 1957 le lieu essentiel de la « bataille d'Alger », destinée à mettre fin à la guérilla urbaine qui y faisait rage et dont la conduite avait été confiée au Général Massu – une visite qui se fit pour nous sous la protection de la Légion étrangère !

Puis, à notre grande surprise, c'est carrément une escapade dans la partie saharienne de l'Algérie qui nous fut proposée, en avion militaire : découverte, tout d'abord, de l'oasis d'El Goléa, à près de 1 000 km au sud d'Alger, de ses vergers de palmiers, de son ksar, de l'émouvant tombeau de Charles de Foucauld (né à Strasbourg en 1858 et assassiné à Tamanrasset en 1916) dans les sables qui bordent l'oasis ; visite, aussi, de l'oasis de Touggourt, à quelque 600 km au sud d'Alger, siège d'une dynastie berbère qui a régné sur la région du XVème au XIXème siècle, terminus de la voie ferrée du Sud-Est algérien depuis 1910 et qui devait être la tête de pont d'une voie ferrée transsaharienne censée aller jusqu'à Tombouctou..., mais qui n'a jamais vu le jour ; escale, encore, à Hassi-Messaoud, non loin de Touggourt, le site d'un important gisement pétrolier dont l'exploitation venait tout juste de commencer... Enfin, de retour à Alger, déplacement, à 50 km à l'ouest de la capitale, sur l'un des sites les plus magiques de la côte algérienne, l'un des plus chargés d'histoire, le site archéologique de Tipaza. Comptoir phénicien dès le Vème siècle avant J.-C., ce site fut successivement occupé par les Numides et les Romains, avant d'être détruit par les Vandales de Genséric en 430 ; et l'on comprend que le jeune Albert Camus, en découvrant les vestiges de ces différentes cultures, en particulier les vestiges paléochrétiens laissés par les Romains, ait pu ressentir une émotion intense, qu'il fit partager au monde entier, dans un texte publié dès 1938, alors qu'il n'avait que 25 ans, *Noces à Tipasa...*

Je revins à Strasbourg ébahi par tout ce que je venais de découvrir sur cette terre d'Algérie dont le devenir politique demeurait plus que jamais à l'ordre du jour. Une leçon se dégageait tout de même avec force de ce périple : l'histoire de l'Algérie n'a jamais été celle d'un long fleuve tranquille et le conflit en cours n'était pas le premier à déchirer ses peuples, qu'ils fussent là depuis longtemps ou qu'ils y fussent venus plus récemment. Jamais conflit ne semblait toutefois avoir connu une telle violence et une telle ampleur. Raison de plus pour trouver le plus vite possible une solution qui permette à toutes les communautés présentes sur cette terre algérienne de vivre ensemble, dans la paix et le respect mutuel.

En ce début de troisième trimestre universitaire, la préparation d'un autre voyage figurait à mon emploi du temps de responsable de l'association des élèves de l'IEP. Il s'agissait d'un voyage vers un horizon moins lointain, qui était proposé à l'ensemble des élèves et dont la destination était la ville de Munich, la capitale du Land de Bavière, à quelque 350 km seulement de Strasbourg. Le principe de ce déplacement et le choix du lieu avaient été arrêtés par le bureau de l'association : la « surprise-partie » du premier trimestre avait généreusement alimenté notre trésorerie, pourquoi ne pas en profiter pour subventionner une « sortie » susceptible d'intéresser une majorité d'élèves de l'IEP ?

Munich nous paraissait une destination intéressante, autant par sa situation géographique au pied des Alpes bavaroises que par son passé historique. Je ne pus m'empêcher de parler de ce projet à notre professeur d'allemand, le professeur Fuchs. Et là, quelle ne fut pas ma surprise de l'entendre me faire une confidence sur sa vie personnelle dont nous, ses élèves, nous ignorions tout : au milieu de l'année 1944, alors que l'université de Strasbourg était repliée sur Clermont-Ferrand, il avait été arrêté en tant qu'opposant politique et fait partie des premiers Français internés au camp de concentration de Dachau, à moins de 20 km de Munich. Si nous en étions d'accord, il était prêt à nous accompagner dans ce déplacement à Munich et à nous faire visiter dans la foulée ce camp, où il avait séjourné pendant près d'un an, jusqu'à sa libération par l'armée américaine en avril 1945... Le nombre d'inscrits pour ce voyage fut moins important que je ne l'avais espéré. Un autobus fut loué pour notre acheminement et nos déplacements. La visite de la ville fut marquée, bien sûr, par la soirée inoubliable que nous passâmes tous ensemble au Hofbräuhaus, la célèbre brasserie de la capitale bavaroise, où la bière coula à flot ! Mais le point fort du voyage fut incontestablement la visite du camp de Dachau, sous la conduite du professeur Fuchs. Ses explications furent sobres. L'émotion était au rendez-vous, en ce lieu où moururent, entre 1933 et 1945, plus de 30 000 personnes.

Le trimestre se termina pour moi par la réussite à l'examen de deuxième année de Sciences Po et au Certificat de démographie. Je fus par contre recalé au Certificat d'études pratiques d'anglais. En cette fin d'année universitaire, je fus par ailleurs invité par le professeur Tricart à participer avec une équipe de géographes à la mission qu'il s'appropriait à conduire en Côte d'Ivoire et à laquelle j'avais été préparé par sa Conférence de méthode. J'acceptai, bien évidemment, avec enthousiasme. Cette mission se déroula durant les mois de juillet et d'août 1959, c'est-à-dire un an environ avant que la Côte d'Ivoire n'accédât à l'indépendance. Pendant deux mois notre équipe sillonna le territoire tous azimuts, avec pour objectif de collecter, auprès des transporteurs, des commerçants, des planteurs, des services administratifs de toutes sortes, un maximum de données chiffrées sur les flux de produits et de marchandises.

Et, à deux reprises au cours de cette mission, les premiers et les derniers jours, nous eûmes l'occasion d'être hébergés dans l'hôtellerie d'un organisme de recherche français sis à 17 km de la capitale Abidjan, dont j'ignorais jusqu'alors totalement l'existence, l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer). Un organisme, créé en 1944, dans lequel travaillaient des chercheurs de toutes disciplines scientifiques et poursuivant tous la même finalité : contribuer à une mise en valeur rationnelle des territoires constitutifs à l'époque de notre empire colonial – nous dirions aujourd'hui « contribuer au développement des pays du Sud ». Des sciences humaines telles que la géographie, l'économie, la sociologie et l'ethnologie faisaient partie de ces disciplines, et en être diplômé permettait donc de postuler à un recrutement éventuel, mais pas le type de formation prodigué par Sciences Po,

trop « généraliste ». C'est ce que j'appris en tout cas de mes échanges avec cette communauté de chercheurs de l'ORSTOM d'Abidjan.

Le contact avec la réalité africaine que m'apporta cette mission en Côte d'Ivoire fut pour moi une révélation. Non seulement je me sentis fort à l'aise dans ce travail de collecte de données « sur le terrain », mais je savais désormais également qu'il existait un organisme susceptible de me permettre de faire de ce type de travail un vrai métier. Et, pour que cela me fût éventuellement possible, à la rentrée de l'année universitaire 1959-1960, parallèlement à ma dernière année de Sciences Po, je m'inscrivis dans la toute nouvelle licence de Sociologie qui venait de voir le jour à Strasbourg, en commençant par le Certificat de Sociologie générale, mais aussi dans la licence en Droit, section d'Économie politique (l'ancêtre de la licence en Sciences économiques), pour laquelle une dérogation avait été instituée cette année-là autorisant les étudiants ayant déjà effectué les deux premières années de Sciences Po à s'inscrire directement en seconde année, avec un programme de cours spécifique. Mon emploi du temps fut d'autant plus chargé que j'avais ma part de responsabilité dans la rédaction du rapport qui faisait suite à notre mission en Côte d'Ivoire, aux côtés de l'équipe de géographes du Professeur Tricart, et que je m'étais mis en tête de faire de l'un des volets de notre enquête sur le terrain, auquel je m'étais tout particulièrement intéressé, le problème de la concurrence rail-route en Côte d'Ivoire, le sujet de mon mémoire de fin d'études de Sciences Po (ce type de mémoire était alors optionnel).

Un emploi du temps qui ne m'empêcha pas, au cours du premier trimestre, d'effectuer deux autres voyages hors de France. Le premier, fin octobre 1959, à Berlin, où devait se tenir la réunion de création de la Fédération internationale des étudiants en sciences politiques (FIESP) : j'étais chargé d'y représenter le nouveau responsable de notre association, en compagnie de quatre autres élèves ; nous fîmes le déplacement en voiture (une Citroën de type « traction avant » prêtée par mon frère), rencontrâmes des étudiants en sciences politiques de plusieurs pays européens, eûmes des débats passionnés et passionnants sur la situation internationale, mais aussi sur celle de Berlin (le « mur » ne verrait le jour que deux ans plus tard), avant d'entreprendre ensemble une visite, de l'autre côté du « check point Charly », de Berlin-Est, la partie de la ville sous contrôle soviétique, où les dégâts causés par les bombardements de 1945 étaient encore tout particulièrement visibles et où les déblaiements étaient toujours en cours.

Le second voyage, en décembre, fut pour Madrid, où je fus une nouvelle fois délégué pour représenter notre association à un colloque sur l'histoire du syndicalisme en Espagne : l'on pouvait s'étonner que sous le régime de Franco, qui n'entretenait pas les meilleurs rapports avec les organisations syndicales, un tel colloque ait pu être

organisé ; tout se passa bien et l'ambiance fut on ne peut plus conviviale ; nous eûmes même droit à une visite de la « Valle de los Caidos » (la « vallée de ceux qui sont tombés » pour la patrie) et de sa basilique Santa Cruz, une œuvre architecturale monumentale entièrement creusée dans la roche, dédiée aux victimes de la guerre civile et qui venait d'être inaugurée l'année même par Franco.

Les deuxième et troisième trimestres de cette dernière année de Sciences Po furent entièrement consacrés au travail universitaire. Les cours à suivre étaient nombreux et se chevauchaient parfois. Mais l'année se termina bien : non seulement je réussis ma troisième année de Sciences Po, mais, cerise sur le gâteau, je fus également major de la promotion ; je réussis de même l'examen qui me permettra d'accéder directement en troisième année de Droit, section d'Économie politique, ainsi que le Certificat de Sociologie générale !

J'en avais donc fini avec mes études de Sciences Po, mais, tout en poursuivant mon cursus en Économie et en Sociologie, je m'inscrivis pour la nouvelle année universitaire, l'année 1960-1961, à une préparation au concours de l'ENA, assurée par le Professeur Jean de Soto, un enseignant de la Faculté de Droit de Paris, que nous avions déjà eu également comme enseignant à Sciences Po. Mon choix de carrière n'était pas encore définitivement arrêté et une école comme celle de l'ENA ne pouvait que me faire rêver... À la fin de l'année universitaire, je dus toutefois déchanter. Je venais pourtant de réussir également ma troisième année de Droit, section d'Économie politique, ainsi que deux certificats de la licence de Sociologie, le CES de Psychologie sociale et le CES d'Ethnologie. Fin juin 1961, j'avais en fait la possibilité de faire un nouveau séjour en Afrique, cette fois-ci au Tchad, dans le cadre d'un stage organisé par le COGEDEP (Comité de gestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes, un organisme relevant du ministère de la Jeunesse et des Sports). Les dates de ce stage n'étaient cependant pas compatibles avec celles du concours de l'ENA. Il me fallait choisir. Et, pour m'aider dans ce choix, je fis appel au directeur de l'IEP de Strasbourg, le Professeur Pierre Lavigne, qui connaissait bien mon cursus, et à qui je posai crûment la question de savoir quelles étaient mes chances de réussite au concours de l'ENA. « Aucune », me répondit-il sans hésiter, « pour la bonne et simple raison que jusqu'à ce jour aucun élève de l'IEP de Strasbourg n'a été admis à ce concours » (je crois savoir aujourd'hui que cela n'était pas tout à fait exact). Je partis donc sans hésiter pour le Tchad, où la thématique de mon stage portait sur la faisabilité d'un projet de chemin de fer qui devait relier Bangui, la capitale de l'Oubangui-Chari (aujourd'hui le Centrafrique), à Fort-Lamy (aujourd'hui N'Djamena), la capitale du Tchad.

J'étais basé à Fort-Lamy, mais au départ de cette ville, j'eus l'opportunité de pouvoir me rendre, en avion, pour le 14 juillet 1961, dans l'oasis de Faya-Largeau, pour assister

à la célébration par notre armée toujours présente en ce point stratégique du nord du pays de notre fête nationale française, avant de faire un grand circuit par la route dans la partie méridionale du pays, puis un déplacement plus court jusque sur les bords du Lac Tchad. Au retour de ce stage, ma décision était prise : je ferai tout pour essayer d'intégrer cet organisme de recherche dont j'avais fait la connaissance en Côte d'Ivoire, l'ORSTOM.

Ma cinquième année universitaire à Strasbourg, l'année 1961-1962, fut de loin la moins chargée de toutes. Il ne me restait que la quatrième année de Droit, section d'Économie politique, à conduire à bonne fin, sachant que l'obtention du diplôme final de la licence correspondante me donnerait l'équivalence du CES d'Économie, l'un des certificats obligatoires de la licence en Sociologie, préparé sinon à la Faculté de Droit et qui n'était pas d'accès facile. J'eus la chance de réussir cette quatrième année en juin 1962 et me trouvai donc du même coup licencié en Droit, section d'Économie politique, et licencié (le premier de l'université de Strasbourg !) en Sociologie ! En d'autres termes, j'étais titulaire de deux diplômes à même de me permettre d'être recruté à l'ORSTOM. Il ne me restait plus que le service militaire à faire, après cinq ans de sursis, ce que je fis de juillet 1962 (la sombre page de la guerre d'Algérie a été définitivement tournée en ce même mois) à octobre 1963, à l'École de Cavalerie à Saumur, puis au 2ème Régiment de dragons à Haguenau, avant d'être admis dès novembre 1963 comme élève-chercheur de première année à l'ORSTOM, dans la section de Sociologie... et non pas d'Économie à laquelle j'avais postulé.

Je passerai au total un peu plus de 20 ans de ma vie de chercheur à « faire du terrain » en Afrique, successivement en Côte d'Ivoire, au Togo et au Burkina Faso. Sous la direction du Professeur Georges Balandier, je passerai encore deux diplômes universitaires, un doctorat de 3ème cycle de Sociologie en 1969, un doctorat d'État ès Lettres et Sciences humaines en 1989, tous deux à Paris. Tous mes travaux de chercheur seront en rapport avec une discipline aujourd'hui reconnue, la « sociologie du développement ». Les formations reçues en Sociologie et en Économie m'ont, certes, fourni nombre d'outils techniques pour me permettre de conduire ces travaux. Quand on se trouve cependant confronté sur le terrain africain à une réalité qui relève souvent encore très largement de ce que l'on peut qualifier de « phénomène social total », une formation de type « Sciences Po », par sa dimension généraliste et universaliste, ne peut que fortement aider à la compréhension de mécanismes sociaux pas toujours faciles à appréhender. Les cours dont j'ai bénéficié à l'IEP de Strasbourg me furent en définitive aussi utiles que ceux que j'ai pu suivre à la Faculté de Droit et à la Faculté des Lettres.

Il est difficile pour moi d'achever cette chronique sans dire deux mots encore sur ce

que fut, après qu'il eut obtenu le diplôme de Sciences Po en 1961, le « destin » de mon ami africain Michel Simtekpéati. Michel tenait en vérité à retarder au maximum son retour au Liberia. À la rentrée de l'année universitaire 1961-1962, il s'inscrivit en doctorat de 3ème cycle de Sociologie avec le Professeur Henri Lefèvre, titulaire de la chaire depuis un an... et père de la « pensée situationniste » qui le fit connaître en mai 1968 alors qu'il était cette fois-ci à la tête de l'enseignement de la Sociologie à l'université de Nanterre. Il entreprit de rédiger, de mémoire, une thèse sur l'organisation sociale de son ethnie togolaise d'origine, l'ethnie « kabré ». Il obtint son doctorat en 1964, non sans quelques réticences de la part du jury, qui regrettait l'absence de toute recherche de terrain. Il ne se résolut pas pour autant à retourner au Liberia. N'ayant plus de bourse depuis qu'il avait officiellement achevé ses études, il réussit à enseigner l'anglais – qu'il avait appris, ne l'oublions, sur les quais de Monrovia ! – pendant un an dans un établissement scolaire privé alsacien... Il finit par céder toutefois en 1965 aux injonctions que ne cessait de lui adresser depuis quelque temps Monrovia... lorsqu'on lui proposa de représenter le Liberia à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), créée depuis deux ans et dont le siège était à Addis-Abéba, en Éthiopie. Il occupa ce poste d'ambassadeur pendant deux ans.

En 1967, changement total de décor. Au Togo, son pays natal, le lieutenant-colonel Eyadéma qui venait d'accéder au pouvoir battit le rappel de tous les ressortissants de son ethnie d'appartenance, l'ethnie « kabré », à même de conforter le régime qu'il mettait en place, quelle que fût leur implantation géographique en Afrique ou ailleurs. Michel Simtekpéati revint ainsi par la grande porte dans son pays natal et fut aussitôt nommé ambassadeur à Accra, la capitale du Ghana. En 1969, on lui reprocha cependant de n'avoir pas su prévenir les circonstances qui entraînèrent le retour en masse du Ghana de quelque 90 000 migrants de travail togolais. Il fut relevé de ses fonctions, nommé dans un premier temps conseiller technique au ministère des Affaires étrangères (le placard !), puis affecté à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) en qualité de... chercheur-sociologue. C'est dans la capitale togolaise, où je fus moi-même affecté par l'ORSTOM en 1979, que je devais le retrouver. Il était amer, mais avait conservé son dynamisme. Il alla à plusieurs reprises donner des cours de « kabré » aux Etats-Unis, à des volontaires du Peace Corps. Après son admission à la retraite en 1985, il repartit pour Strasbourg, où ses enfants poursuivaient déjà leur scolarité... et où lui-même s'inscrivit pour un nouveau doctorat... à la Faculté de Théologie protestante. Il y soutint sa seconde thèse, qu'il obtint avec la mention « très bien », fin 1987. Je l'ai revu pour la dernière fois à Lomé en janvier 1989, lors d'une mission que je fis au Togo, mais crois savoir qu'il s'est définitivement installé, par la suite, dans la capitale alsacienne.